Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7513 Roduit
Les promesses de la RPT sont-elles encore valables ?

Selon le thème clé RPT 16, la « formation spéciale comprend aussi des prestations d'éducation précoce, des mesures de nature pédago-thérapeutique, la nourriture et le logement, ainsi que les transports ». En référence à la Constitution, il est aussi précisé qu'« un soutien financier par les parents dans le domaine de la formation spéciale serait contraire à la notion de gratuité de l'instruction publique ». Ces principes sont-ils selon le Conseil fédéral respectés dans tous les cantons?

Réponse

Le thème clé 16 est toujours valable. Depuis le 1er janvier 2008, les cantons sont entièrement responsables de la formation spécialisée. Auparavant, la Confédération apportait des contributions financières sur la base de l'assurance-invalidité.

La Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP) assure l'exécution du concordat sur la pédagogie spécialisée. Ce concordat est entré en vigueur le 1er janvier 2011 et 16 cantons y ont adhéré. Il prévoit dans l'article 2 let. c que « le principe de gratuité prévaut dans le domaine de la pédagogie spécialisée ; une participation financière peut être exigée des titulaires de l'autorité parentale pour les repas et la prise en charge ».

Le Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS), en tant qu'agence spécialisée de la CDIP pour la pédagogie spécialisée, n'a pas connaissance que des cantons ou des communes demandent des contributions financières autres que celles prévues par l'article 2 let. c du concordat.

Concernant la participation demandée pour les repas, une étude du Surveillant des prix datant de 2019 montre que le montant n'est pas calculé de manière identique par les cantons. Selon cette étude, la contribution demandée devrait être calculée sur la base des coûts économisés par les débiteurs alimentaires du fait de l'absence de l'enfant ou de l'adolescent. Cependant, en 2019, les contributions demandées par de nombreux cantons étaient trop élevées. Il n'existe pas de nouvelle étude qui montre les éventuelles améliorations apportées par ces cantons depuis lors.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7536 Molina
Umgehung der Russland-Sanktionen im Bereich Gold: Was sagt der Bundesrat zur Schlamperei des SECO?

Die Sanktionsverordnung zum Ukraine-Krieg verbietet den Import von Gold aus Russland. Die Zollstatistik lässt vermuten, dass seit Kriegsausbruch russisches Gold im Wert von Milliarden von Franken aus Dubai in die Schweiz eingeführt wurde.
- Was unternimmt der Bundesrat, um die Finanzierung von Putins Krieg über den Goldhandel zu stoppen?
- Was hat er unternommen, um die tatsächliche Herkunft des Goldes zu kontrollieren?
- Warum gibt es keine Deklarationspflicht des Ursprungslandes bei Gold?

Réponse

Le Conseil fédéral ne partage pas le point de vue de l'auteur de la question selon lequel il s'agit d'une négligence (Schlamperei) du SECO.

Le commerce de l'or subissait de grandes fluctuations mensuelles déjà avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, quel que soit le pays de provenance. Nous ne connaissons pas les raisons qui conduisent à ces augmentations d'importations d'or en provenance des Emirats arabes unis (EAU). Par ailleurs, l'ordonnance instituant des mesures en lien avec la situation en Ukraine (RS 946.231.176.72) n'interdit pas l'importation d'or depuis la Russie ni depuis les Emirats arabes unis. La situation est identique au sein de l'UE.

Mais la London Bullion Market Association, dont les raffineries et plusieurs banques suisses sont membres, a décidé de délister les raffineries russes. Depuis, le commerce de lingots d'or produits par les raffineries russes après le 6 mars 2022 est interdit en Suisse.

Concernant la détermination de l'origine de l'or, le raffinage de l'or est considéré comme une transformation, ce qui confère le statut de pays d'origine au pays ayant effectué la transformation. Dans le cas cité, la majeure partie de l'or de Dubaï est déclarée sous forme raffinée et les autorités suisses n'ont ni le mandat ni la possibilité d'exiger ou de vérifier l'origine de l'or en amont du processus de transformation.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7538 Gugger
Nachhaltigkeit im Wettbewerb

Wettbewerb ist für unsere Volkswirtschaft von zentraler Bedeutung. Handlungsbedarf besteht derzeit vor allem im Bereich Nachhaltigkeit. In den Niederlanden können sich Unternehmen auf die Nachhaltigkeit berufen, um eine Kooperation oder ein Verhalten zu rechtfertigen.
Besteht im Schweizer Kartellgesetzes auch die Möglichkeit, ein Verhalten oder eine Zusammenarbeit zwischen Unternehmen im Bereich der Nachhaltigkeit i.S.v. Art. 5 Abs. 2 KG zu rechtfertigen?

Réponse

Les possibilités de justification des accords en matière de concurrence sont citées de manière exhaustive à l'article 5, alinéa 2 de la loi sur les cartels. Il faut préciser qu'il s'agit toutefois de notions assez ouvertes, qui autorisent un large éventail d'accords de coopération. Des objectifs environnementaux, comme la consommation d'énergie ou des problèmes d'élimination des déchets, peuvent aussi être pris en considération au motif de l'utilisation plus rationnelle des ressources selon l'article 5, alinéa 2, let. a, de la loi sur les cartels. Sont couverts, non seulement les accords qui entraînent une amélioration de l'utilisation des ressources pour les entreprises, mais aussi ceux qui permettent d'optimiser l'utilisation de ressources générales ou de biens publics requis pour une production.

Pour des informations plus détaillées, le Conseil fédéral renvoie aux explications données au chapitre 5 du rapport du DEFR "Catalogue de questions concernant la motion 18.4282 Français" à l'attention de la CER-E. Le rapport date du 13 octobre 2020 et est disponible sur le site internet du Parlement sur la page consacrée à la motion 18.4282, sous « Autres rapports ».

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7539 Gugger
Warum schwindet die Biodiversität in der Landwirtschaft weiter, obwohl der Bund jährlich über 400 Mio. Franken in ihren Schutz investiert?

Im Voranschlag 2022 sind bei den Direktzahlungen Biodiversitätsbeiträge in der Höhe von rund CHF 420 Mio. vorgesehen. Wie der Bundesrat seit Jahren wiederholt, werden die Umweltziele Landwirtschaft trotzdem nicht erreicht. - Braucht es in diesem Bereich mehr Vorschriften, mehr Kontrollen, höhere Bussen, eine Umlagerung der Ressourcen (z.B. Umbau von Subventionen mit biodiversitätsschädigender Wirkung) oder welche anderen Anreize braucht es, um bestehende Ziellücken rasch zu schliessen?

Réponse

Le rapport d'état sur le programme de suivi de la biodiversité ALL-EMA montre que les contributions à la biodiversité ont un effet positif : la biodiversité sur les surfaces de promotion de la biodiversité est plus élevée que sur les autres surfaces agricoles. L'évaluation des contributions à la biodiversité réalisée en 2019 a mis en évidence, outre des déficits au niveau de l'impact, des déficits au niveau du concept, de la mise en œuvre et de la cohérence au sein de la politique et entre les politiques. Dans son message sur la Politique agricole 2022+, le Conseil fédéral a donc proposé différentes mesures pour remédier à ces déficits. Dans son rapport succinct « Protection de la biodiversité en Suisse » du 19 février 2021, la Commission de gestion du Conseil des États a constaté que les mesures proposées par la PA22+ concernant les contributions à la biodiversité allaient dans la bonne direction. Le développement d'autres instruments et processus de politique agricole, en plus des contributions à la biodiversité, contribuent également à l'amélioration de la diversité et de la qualité des espèces et des habitats. Les objectifs de réduction des excédents de fertilisants et de produits phytosanitaires dans le cadre de l'initiative parlementaire 19.475 « Réduire les risques liés à l'utilisation des pesticides » en sont un exemple important. De plus, le Conseil fédéral a lancé le 3 juin 2022 une évaluation afin d'examiner l'impact de quatre instruments de politique agricole sur la biodiversité.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7540 Walder
Ratification par la Chine des conventions de l'OIT interdisant le travail forcé : quel impact sur notre Accord de libre-échange ?

La Chine a récemment ratifié les Conventions n° 29 et 105 de l'OIT interdisant le travail forcé ce qui était une condition du parlement européen pour ratifier l'accord sur les investissements. Le Conseil fédéral entend-il faire de son respect une condition à la poursuite de l'ALE signé en 2013 avec la Chine afin d'éviter à l'avenir d'offrir des conditions avantageuses à des produits issus de camps de travail forcé?

Réponse

Le Conseil fédéral salue la décision de la Chine de ratifier les conventions N^{os} 29 et 105 de l'OIT interdisant le travail forcé. Lorsque ces instruments auront été ratifiés et entreront en vigueur, la Chine sera alors soumise au système de contrôle de l'OIT, qui contribue à garantir que les États appliquent les conventions qu'ils ratifient.

Le Conseil fédéral estime que la ratification annoncée de ces deux conventions représente un pas en direction de l'abolition des pratiques de travail forcé en Chine. Et cela pourrait aussi avoir pour effet de limiter à l'avenir les risques que des produits issus du travail forcé soient exportés vers l'étranger.

S'agissant d'un éventuel lien de conditionnalité entre le respect de ces conventions et l'utilisation des préférences sous l'accord de libre-échange, la Suisse ne peut pas introduire de manière unilatérale de nouvelles conditions d'utilisation de l'accord qui ne sont pas prévues par ce dernier.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7549 Walder
L'efficacité des sanctions de la Suisse envers la Russie est-elle réduite par la politique menée par le gouvernement chinois ?

Certains observateurs considèrent que la présence accrue d'entreprises chinoises en Russie contribue à réduire les effets des sanctions imposées à la Russie par de nombreux pays dont la Suisse après l'invasion de l'Ukraine. Le Conseil fédéral a-t-il des informations à ce sujet ? Et plus généralement, quelle analyse fait-il de l'impact de la politique menée par la Chine sur l'efficacité des sanctions imposées à la Russie par la communauté internationale ?

Réponse

Les sanctions sont un instrument de la politique extérieure suisse. En collaboration avec nos partenaires internationaux, elles ont pour but de provoquer un changement de politique de la part de la Russie, ainsi que de montrer de la solidarité envers l'Ukraine. Ces objectifs ne sont en grande partie pas quantifiables. De plus, comme les mesures suisses agissent conjointement avec les mesures de l'Union européenne ou d'autres Etats partenaires, plus le nombre de pays qui se lient et adhèrent aux sanctions sera grand, plus les sanctions seront efficaces. Nous ne disposons pas d'informations sur ce que font ou non les entreprises chinoises en Russie et ne pouvons donc pas nous prononcer quant à leur impact sur les sanctions.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7555 Python
Face aux excédents d'azote émis par l'agriculture : comment le Conseil fédéral justifie-t-il les réserves obligatoires d'engrais azotés ?

À la question 22.7257, le Conseil fédéral déclare que si la situation en matière d'approvisionnement devait se détériorer davantage, des réserves obligatoires de 16 000 tonnes d'engrais azotés purs seraient disponibles pour la période de végétation 22/23. Or les excédents d'azote de l'agriculture suisse sont massifs.
- À combien cet excédent d'azote s'élève-t-il actuellement?
- Tant que cet excédent demeure: comment le Conseil fédéral justifie-t-il cette réserve obligatoire?

Réponse

La production agricole est liée à un important flux d'azote. Ainsi, de l'ammoniac ou des nitrates issus de la production agricole sont émis dans l'environnement. Parallèlement, de l'azote passe de l'environnement à l'agriculture par le biais de la déposition naturelle atmosphérique et de processus biologiques. Une production agricole sans pertes d'azote n'est pas possible. Il est cependant possible de les réduire en optimisant les méthodes de production.

Les pertes dans l'environnement sont de l'ordre de près de 100 000 tonnes d'azote par année et devraient être réduites de 20 % d'ici à 2030 par rapport à la valeur moyenne des années 2014-2016. Comme les pertes sont diffuses, elles ne peuvent pas être utilisées pour la fertilisation.

La Suisse détient des réserves obligatoires de quelque 17 000 tonnes d'azote pur au total, ce qui correspond à un tiers de la quantité utilisée au cours d'une période de végétation. Ces réserves peuvent être utilisées rapidement et de manière ciblée pour la fertilisation des cultures agricoles en cas de difficultés d'approvisionnement. Ces réserves obligatoires sont nécessaires pour assurer la stabilité de la production indigène, même si les pertes d'azote diminuent à l'avenir. En cas de grave pénurie, elles servent à pallier un manque d'engrais minéraux, qui sont importés à 100 %.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7462 Weber
Perturbateurs endocriniens dans les cosmétiques, les consommateurs n'ont-ils pas le droit de savoir?

De nombreux consommateurs se préoccupent de la présence des perturbateurs endocriniens dans les produits du quotidien. Le Conseil Fédéral ne pense-t-il pas qu'une meilleure information du consommateur de la présence ou non de ces substances dans les produits cosmétiques serait utile ? Une simple étiquette sur l'emballage, mentionnant le fait qu'un produit contient des perturbateurs endocriniens, suffirait à les informer. Pourquoi ne pas le faire ?

Réponse

Le but de l'ordonnance du DFI sur les cosmétiques est de protéger la santé des consommateurs contre les effets nocifs des substances et des produits à risque.

La Commission européenne a dressé une liste prioritaire de quatorze substances utilisées dans les cosmétiques susceptibles d'être des perturbateurs endocriniens. Le comité scientifique de l'Union européenne (UE) pour la sécurité des consommateurs (CSSC) est actuellement chargé d'évaluer la sécurité de ces substances dans les cosmétiques. Il a déjà publié des avis finaux assortis de restrictions d'utilisation en 2021 et en 2022 pour huit substances ; les autres sont en cours de procédure. Lorsque la procédure sera achevée, l'UE adaptera sa législation. La Suisse, dont la législation est harmonisée à celle de l'UE dans ce domaine, s'y conformera également. Ainsi, selon l'état des connaissances scientifiques actuelles et en harmonisation avec l'UE, la protection de la santé des consommateurs est garantie.

Seuls les cosmétiques qui respectent les exigences légales sont considérés comme sûrs et peuvent être mis sur le marché suisse. Une étiquette avec une information relative aux perturbateurs endocriniens sur l'emballage d'un cosmétique ne donnerait donc pas d'indication supplémentaire pertinente en ce qui concerne la protection de la santé du consommateur.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7467 Wasserfallen Flavia
Weiterführung Abwassermonitoring zur Überwachung der Virenlast

Am 3.5.22 teilte das BAG mit, dass das nationale Abwassermonitoring ein effizientes und zuverlässiges Instrument sei zur Überwachung von Sars-CoV-2 und zirkulierender Varianten, weshalb es bis Ende 2022 weitergeführt werde. Eine Verlängerung um ein Jahr sei erwünscht.
- Ist der Bundesrat bereit, das aktuelle Monitoring bis Ende 2023 weiterzuführen und damit den beteiligten Akteuren Planungssicherheit zu gewähren?
- Wird ein generelles Abwassermonitoring in Zukunft Teil einer Pandemiestrategie?

Antwort

Das nationale Abwassermonitoring ist ein integraler Teil der Surveillance-Strategie des Bundes zur Überwachung der Viruszirkulation von Sars-CoV-2 in der Schweiz. In Abhängigkeit von der epidemiologischen Lage im Herbst/Winter 2022/2023 soll das nationale Abwassermonitoring im Jahr 2023 weitergeführt werden. Dies ist auch im Grundlagenpapier des Bundes zur mittel- und längerfristigen Entwicklung der Covid-19 Epidemie vom 18. Mai 2022 so vorgesehen. Die dafür nötigen Finanzmittel werden vom Bundesrat im Voranschlag für das Jahr 2023 eingestellt werden. Das Parlament wird in der Wintersession abschliessend über das Budget entscheiden. Für die Überwachung von Sars-CoV-2 hat sich das Abwassermonitoring als kostengünstiges und zuverlässiges Instrument erwiesen. Eine generelle Ausweitung auf weitere Krankheitserreger ist derzeit nicht vorgesehen und muss fallspezifisch geprüft werden.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7472 Gysi Barbara
Umsetzung WHO-Strategie HIV, virale Hepatitis und STIs 2022 - 2030

Die World Health Assembly der WHO hat am 28. Mai 2022 eine integrierte Strategie zur Bekämpfung und Elimination von HIV, viraler Hepatitis und sexuell übertragenen Infektionen (STIs) verabschiedet.
Wie gedenkt der Bundesrat die WHO-Strategie in der Schweiz umzusetzen?
Wie gedenkt das BAG dem Gleichheitsprinzip gerecht zu werden, damit alle betroffenen Gruppen, unabhängig von Herkunft, Ansteckungsweg oder anderen Merkmalen mit den vorgesehenen Massnahmen gleichermassen erreicht werden können?

Antwort
Gegenwärtig erarbeitet das Bundesamt für Gesundheit BAG unter Einbezug der Kantone und weiterer Akteure das «Nationale Programm zur Überwachung, Verhütung und Bekämpfung sexuell übertragbarer Infektionen 2022+ (NAPS)». Die Strategien der WHO werden dabei als wichtige Grundlage berücksichtigt. Die Schweiz bekennt sich insbesondere zu deren Vision und Zielen.

Das Prinzip der Gleichheit ist ein essentieller Grundsatz, der auch bei der Ausarbeitung des NAPS aufgenommen wird. Der Zugang zu geeigneten Verhütungs- und Bekämpfungsmassnahmen muss für alle Menschen in der Schweiz gewährleistet sein.

Wie der Bundesrat bereits in seiner Antwort auf die Motion Müller 19.3743 dargelegt hat, sollen virale Hepatitiden im NAPS verstärkt berücksichtigt werden. Um eine zielgerichtete Eliminierung zu verfolgen, stehen Massnahmen für Risikogruppen im Fokus der nationalen Strategien und Programme, z.B. bei HIV-positiven Männern, die Sex mit Männern haben, oder im Drogenbereich. Hier gilt es, allfällige bisherige Lücken zu identifizieren und zu schliessen. Der Bundesrat sprach sich hingegen – auch unter Berücksichtigung des Kosten-Nutzen-Verhältnisses – ausdrücklich gegen das Testen der Gesamtbevölkerung oder von grossen Bevölkerungsgruppen aus. Ungeachtet dessen ist zu erwähnen, dass bereits seit dem 1. Oktober 2017 alle Betroffenen bei medizinischem Bedarf Zugang zu einer geeigneten Behandlung gegen Hepatitis haben.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'Intérieur DFI

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7487 Porchet
Retrait du marché des huiles CBD: quelle solution pour les patientes et la branche?

En avril 2022, nous apprenions que, sur décision de la Confédération, l'huile de CBD devra être rendue impropre à la consommation par voie orale. Cette décision frappe de plein fouet des centaines de personnes pour qui la consommation de ces huiles permet de soulager de nombreux mots ou de limiter l'usage de produits plus lourds. Pour elleux ainsi que pour la branche qui produit les plantes et ces huiles, c'est un coup dur. Quelle solution a prévu le Conseil fédéral pour ces deux groupes?

Réponse

La décision de portée générale ne concerne que les produits chimiques, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas destinés à être ingérés et qui ne sont donc pas (ou ne devraient pas être) consommés par les groupes mentionnés.

Les fabricants sont responsables de la mise sur le marché correcte des produits contenant du CBD et destinés à être ingérés. La législation sur les denrées alimentaires et les produits thérapeutiques décrivent les exigences minimales, par exemple en ce qui concerne la qualité et la pureté du CBD utilisé. L'administration a publié sur le site web de Swissmedic une fiche d'information sur les produits contenant du CBD, dans laquelle il est expliqué comment ces produits peuvent être mis sur le marché.

Pour les patients, par exemple, il est toujours possible de se procurer des produits contenant du CBD en tant que formula magistralis dans les pharmacies sur prescription médicale.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7488 Porchet
Grossophobie: quelles mesures concrètes?

Dans sa réponse à l'int. 20.3812, le Conseil fédéral annonce une analyse de la littérature sur le thème de l'obésité en tant que maladie pour décembre 2020. Elle devait servir à sensibiliser les professionnels de la santé et ainsi contrecarrer la stigmatisation dont sont victimes les personnes concernées.
Le Conseil fédéral peut-il informer le Parlement sur les mesures fédérale, cantonales et locales prises afin de lutter contre la grossophobie sur la base, ou sur une autre, de cette revue?

Réponse

La sensibilisation des professionnels et la lutte contre la stigmatisation des personnes atteintes d'obésité sont au cœur de la collaboration entre l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et l'Alliance Obésité Suisse. Ainsi, le 4 mars 2022, à l'occasion de la Journée mondiale de l'obésité, cette dernière a produit et diffusé une vidéo montrant les conséquences psychologiques de la stigmatisation et proposant un soutien aux personnes concernées. En outre, elle examine la possibilité de mettre en place un programme de prise en charge multidisciplinaire pour les adultes atteints d'obésité, accompagné des formations continues correspondantes pour les professionnels. Un mandat de l'OFSP sur la gestion de l'obésité en Suisse est en grande partie à l'origine de ces efforts, car des recommandations en vue de déstigmatiser les personnes concernées ont notamment été formulées.
Au niveau cantonal, des mesures pour un rapport sain à son corps sont actuellement mises en œuvre dans le cadre des programmes d'action destinés aux enfants et aux adolescents.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7493 Lohr
Zugang zu Orphan Drugs (OD) via Spezialitätenliste (SL)

In der Antwort zu meiner Frage 22.7210 schrieb der Bundesrat, dass das BAG «nur in sehr seltenen Fällen» die SL-Aufnahme trotz Swissmedic-Zulassung aufgrund der Wirksamkeit ablehnt. «Gründe dafür können die Wirksamkeit im Vergleich zu anderen Arzneimitteln oder eine noch ungenügende Evidenz sein». OD sind aber per Definition sehr selten.
In wie vielen Fällen genau im Zeitraum 2017-2021 wurde vom BAG trotz Swissmedic-Zulassung das Kriterium der Wirksamkeit von OD als nicht erfüllt beurteilt?

Antwort

Bei der Vergütung von Arzneimitteln ist die Wirksamkeit selten ein Ablehnungsgrund – so auch bei Orphan Drugs.

Das Bundesamt für Gesundheit (BAG) unterscheidet Arzneimittel bei Aufnahme in die Spezialitätenliste nicht nach Orphan- und Nicht-Orphan-Drug-Arzneimitteln. Es ist daher nicht möglich, die Daten innert der vorgegebenen, sehr kurzen Frist bereitzustellen. Das BAG ist aber gerne bereit, die Jahre 2017 bis 2021 zu analysieren und wird die entsprechende Antwort in den nächsten Tagen an Herrn Nationalrat Lohr nachliefern.

Ora delle domande del 13 giugno 2022

Domanda 22.7502 Gysin Greta
Rimborsabilità della psicoterapia. Gli obbiettivi di migliorare le condizioni per pazienti e figure professionali restano?

Dal 1° luglio 2022 la psicoterapia sarà rimborsabile dall'AOMS. Tra gli obiettivi annunciati dall'UFSP nel marzo 2021, vi era una miglior accessibilità alla psicoterapia e un aumento del numero di figure professionali, le quali ora invece lamentano complicazioni burocratiche, netti peggioramenti del loro riconoscimento professionale, e molte valutano l'abbandono della professione. Il Consiglio federale mantiene gli obbiettivi annunciati con la decisione del 19 marzo 2021?

Risposta
Il nuovo disciplinamento per gli psicologi psicoterapeuti che prevede il passaggio dal precedente modello della delega a quello della prescrizione, nell'ambito del quale essi possono esercitare sotto la propria responsabilità professionale, su prescrizione di un medico e per conto proprio, aumenta il riconoscimento e le possibilità professionali degli specialisti interessati. Per una minoranza di persone che non dispongono di una formazione riconosciuta dalla legge federale sulle professioni psicologiche, l'abrogazione del modello della delega comporta delle difficoltà. I requisiti tecnici necessari a garantire un'assistenza qualitativamente alta sono giudicati adeguati e la procedura di autorizzazione da parte dai Cantoni vale in egual misura per tutti i fornitori di prestazioni. Nel complesso, il Consiglio federale reputa il nuovo disciplinamento appropriato per migliorare l'accesso a una psicoterapia praticata da psicologi.

Ora delle domande del 13 giugno 2022

Domanda 22.7503 Gysin Greta
Rimborsabilità della psicoterapia psicologica dal 1° luglio 2022. Mancanza di informazioni

Dal 1° luglio 2022 la psicoterapia psicologica sarà rimborsabile dall'AOMS. Le figure professionali lamentano l'assenza di trasparenza, i continui cambiamenti di indicazioni e un grande sovraccarico burocratico. I e le pazienti temono difficoltà nell'ottenere il rimborso delle prestazioni. A tre settimane dall'entrata in vigore, le trattative sulle convenzioni sono interrotte. Il Consiglio federale ha già previsto un momento informativo urgente per tutta la popolazione e per il Parlamento?

Risposta
L'attuazione del nuovo disciplinamento della psicoterapia psicologica è oggetto di uno scambio regolare tra l'Ufficio federale della sanità pubblica (UFSP) e gli attori interessati. Molte questioni sono state chiarite con le associazioni di categoria e fissate per scritto. Sul sito dell'UFSP sono state pubblicate risposte a domande frequenti (FAQ) in materia.

Le negoziazioni tariffali sono di competenza degli assicuratori e dei fornitori di prestazioni. In caso di disaccordo, sono le autorità cantonali interessate a intervenire per fissare le tariffe. I Cantoni possono anche adottare misure provvisorie, garantendo in tal modo il rimborso con validità dal 1° luglio 2022.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7505 Weichelt
Wo bleibt der Bericht «Kostenübernahme von Medikamenten für krebskranke Kinder»?

Am 3.6.2022 wurde das Vernehmlassungsverfahren zur Änderung der KVV und KLV betreffend Einzelfallvergütung und kostendämpfende Massnahmen eröffnet. Für den Bereich der Kinderonkologie ist der längst versprochene Bericht über die Situation der Kostenübernahme von Medikamenten für krebskranke Kinder (vgl. 18.4098) sehr wichtig und muss in die Vernehmlassungsantworten einfliessen können. Wann wird der Bericht veröffentlicht?

Antwort

Die Situationsanalyse zur Kostenübernahme von Medikamenten für krebskranke Kinder wurde im April 2022 fertiggestellt. Zurzeit wird der Postulatsbericht an den Bundesrat vorbereitet. Es ist aktuell vorgesehen, dass der Bundesrat diesen Bericht noch während der laufenden Vernehmlassung zu den Anpassungen der Verordnung über die Krankenversicherung (KVV), die bis Ende September 2022 dauert, verabschieden wird.

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7506 Pasquier-Eichenberger
Appliquer le principe de précaution également lors d'homologation des produits phytosanitaires dans les cas d'urgence

Le Conseil fédéral a indiqué, suite à la question 22.7252, la possibilité d'homologuer en urgence des pesticides interdits.
1. Est-ce conforme au principe de précaution et au principe du pollueur-payeur d'homologuer en urgence un pesticide qui a été retiré en raison de ses effets nocifs pour les humains et l'environnement ?
2. Qui peut procéder à de telles dérogations ?
3. Quelles substances ont été autorisées en urgence en 2021 ou le seront en 2022, et combien de tonnes ont été épandues?

Réponse
L'article 40 de l'ordonnance sur les produits phytosanitaires (RS 916.161) prévoit que le service d'homologation de ces produits peut délivrer des autorisations en cas d'urgence. Il le fait en collaboration avec ses organes d'évaluation que sont l'office fédéral de l'environnement, l'office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, l'office fédéral de l'agriculture et le secrétariat d'Etat à l'économie. Les conditions de délivrance d'une autorisation stipulent qu'il doit exister un danger phytosanitaire qui ne peut être maîtrisé par d'autres moyens. Une autorisation d'urgence ne peut dans ce cas être octroyée en vue d'un usage limité et contrôlé qu'avec la mise en place de charges ou de conditions d'utilisation et pour une durée limitée. L'homologation est octroyée pour une durée d'un an au plus ; elle peut être renouvelée.

En 2021, deux substances fongicides et dix substances insecticides ont été autorisées en urgence ; une substance herbicide, douze substances fongicides et quatorze substances insecticides l'ont été en 2022 et jusqu'à ce jour. Le nombre de tonnes épandues n'est pas connu. L'Office fédéral de l'agriculture recense les chiffres de vente des produits phytosanitaires par produit et non pas en fonction de leur utilisation. Il n'est donc pas possible de les différencier selon le type d'autorisation.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7509 Mäder
Affenpocken: Vorgehen?

Das BAG prüft die Beschaffung eines Impfstoffes. Der Impfstoff der 3. Generation und die antivirale Tecovirimat-Therapie, die in Europa bewilligt wurden, sind in der Schweiz nicht zugelassen und nur off-label verfügbar.
- Wie wollen Swissmedic und das BAG mit den Affenpocken umgehen?
- Werden in der EU zugelassene Arzneimittel und Impfungen beschafft?
- Inwiefern sieht die Schweiz Vorteile darin, Arzneimittel und Impfungen, die in der EU oder den USA bereits erhältlich sind, künftig beschleunigt zuzulassen?

Antwort

1. Die nationalen und internationalen epidemiologischen Daten deuten aktuell auf eine Begrenzung der Ausbrüche hin. Das Bundesamt für Gesundheit (BAG) verfolgt die Situation jedoch intensiv und hat alle Akteure im Gesundheitswesen um Unterstützung bei der Früherkennung von Fällen und der Isolierung von infizierten Personen aufgerufen.

2. Medizinalpersonen können grundsätzlich im Ausland zugelassene Arzneimittel und Impfstoffe zur Affenpockenbekämpfung für ihre Patientinnen und Patienten importieren und einsetzen. Nach aktuellen Einschätzungen besteht kein Bedarf, Impfstoffe und antivirale Medikamente zentral zu beschaffen. Es ist allerdings zu berücksichtigen, dass sich die Situation verändern könnte. Deshalb werden diesbezüglich erste Abklärungen getroffen. Diese Arbeiten sollen sicherstellen, dass die Beschaffung – sollte sie dennoch als notwendig erweisen – möglichst rasch erfolgen kann.

3. Arzneimittel, für die bereits ein Zulassungsentscheid von einer Behörde mit vergleichbarer Arzneimittelkontrolle besteht, können bereits heute auf der Basis des Heilmittelgesetzes vereinfacht zugelassen werden. Voraussetzung ist jedoch, dass die Zulassungsinhaberin ein Gesuch bei Swissmedic einreicht.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7515 Feller
La version 1.3 de TARDOC, ne respecte-t-elle vraiment pas la neutralité des coûts?

Le 3 juin, le Conseil fédéral a décidé, une nouvelle fois, de ne pas approuver la structure tarifaire pour les prestations médicales ambulatoires TARDOC. Le principal motif invoqué, c'est le non-respect de la neutralité des coûts. Or, selon un communiqué signé conjointement par la FMH et curafutura, la version soumise au Conseil fédéral respectait la neutralité des coûts grâce à un concept garantissant que le passage de TARMED à TARDOC n'entraîne pas de coûts supplémentaires. Qu'en est-il?

Réponse

La neutralité des coûts doit être analysée sous l'angle statique, à savoir au moment de l'introduction de la nouvelle structure tarifaire, et sous l'angle dynamique, c'est-à-dire une fois qu'elle est en fonction.

La neutralité statique des coûts n'est pas respectée avec TARDOC 1.3, et ce pour deux raisons. Premièrement, car l'introduction de TARDOC 1.3 engendrerait une augmentation du volume de points tarifaires par rapport au TARMED. Cela aurait pour conséquence un surcoût injustifié de 123 millions de francs. Deuxièmement, un nombre considérable de positions tarifaires de TARDOC 1.3 n'ont pas été prises en compte dans les simulations de coûts. Selon les estimations de l'OFSP, les coûts supplémentaires liés à ces nouvelles positions se monteraient au minimum à plus de 220 millions de francs.

Concernant la neutralité dynamique des coûts, d'une part la fourchette de l'évolution des coûts sans mesures correctrices (-1 % à 3 %) n'est fondée sur aucune donnée. D'autre part le plafond de 3% n'est pas garanti. En effet, en cas de dépassement, aucune correction automatique n'est prévue. Les partenaires tarifaires devraient se mettre d'accord sur des mesures correctrices ainsi que sur leur étendue. En outre, les motifs justifiant un dépassement ne sont pas clairs. Partant, la neutralité dynamique des coûts n'est pas respectée non plus.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7519 Wyss
Wann kann psychologische Psychotherapie im Anordnungsmodell effektiv verrechnet werden?

Gemäss Medienberichten ist die Tarifpartnerschaft bei der psychologischen Psychotherapie mit Santésuisse gescheitert.
Ist es realistisch, dass ab dem 1.7.2022 Leistungen der psychologischen Psychotherapie über das Anordnungsmodell vergütet werden können? Falls Nein, wann rechnet der Bundesrat mit der Vergütung? Wird es in den Kantonen unterschiedliche Einführungstermine geben?
Welche Folgen haben Verzögerungen oder Unterbrüche der Behandlung für Patient:innen?

Frage 22.7542 Roth Franziska
Therapieunterbrüche vermeiden — Jobunterbrüche von Psychotherapeutinnen vermeiden

Es wird befürchtet, dass sich die Versorgung verschlechtert, weil Therapien abgebrochen werden müssen. Was erwartet psychologische Psychotherapeutinnen, deren Vertrag mit dem Ende des Delegationsmodells am 30.6.2022 ausläuft und die wegen des Fehlens von genehmigten Tarifen keine Leistungen über die OKP abrechnen und damit kein Einkommen erzielen können?
Was passiert mit ihren Patientinnen?

Antwort
Ab 1. Juli 2022 sind die psychologischen Psychotherapeuten und Psychotherapeutinnen eigenständige Leistungserbringer und können ihre Leistungen direkt zulasten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung erbringen, sofern eine ärztliche Anordnung vorliegt. Leistungen der delegierten Psychotherapie werden noch bis Ende 2022 vergütet. Wie sämtliche Verhandlungstarife werden die Tarife für die psychologische Psychotherapie in Verträgen zwischen Versicherern und Leistungserbringern vereinbart. Handelt es sich um einen Einzelleistungstarif resp. um einen Tarifvertrag, der in der ganzen Schweiz gelten soll, so ist der Bundesrat die zuständige Genehmigungsbehörde. Können sich die Tarifpartner nicht einigen und kommt kein Tarifvertrag zustande, so liegt es an den Kantonsregierungen, den Tarif festzusetzen. Der Zeitpunkt der kantonalen Festsetzung kann daher variieren. Die Kantone können auch provisorische Massnahmen ergreifen und damit die Abrechnung ab 1. Juli 2022

sicherstellen. Zu Verzögerungen oder Unterbrüche von Behandlungen sollte es nicht kommen. Im Sinne der Berufspflichten sind auch die behandelnden Leistungserbringer gefordert, die Kontinuität der Behandlung sicherstellen.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7525 Studer
BVG mit zwei Arbeitgebenden, Handlungsbedarf?

Je nach Regelung der Pensionskasse ist es schwierig oder fast unmöglich Arbeitnehmende mit zwei Arbeitgebenden bei einer Pensionskasse anzumelden trotz Erreichen der Mindestgrenze bei beiden Arbeitsorten. U.a. erlauben die Reglemente nicht bei zwei Pensionskassen angemeldet zu sein, zudem übernehmen sie nur in bestimmten Fällen die Anmeldung des anderen Arbeitgebenden. Ist sich der Bundesrat der Situation bewusst? Sieht der Bundesrat Handlungsmöglichkeiten?

Antwort

Erreicht der Lohn eines Arbeitnehmenden bei zwei Arbeitgebenden die Eintrittsschwelle, ist er gemäss BVG nur bei der Pensionskasse des Hauptarbeitgebers obligatorisch zu versichern. Ein Nebenerwerbseinkommen kann bei der Pensionskasse des Hauptarbeitgebers mitversichert werden, wenn deren Reglement dies so vorsieht, andernfalls bei der Stiftung Auffangeinrichtung. Die Versicherung im Fall von Mehrfacheinkommen wird gegenwärtig im Rahmen der Reform BVG21 diskutiert und ist zudem Gegenstand einer Motion der ständerätlichen Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit, die der Bundesrat kürzlich zur Annahme empfohlen hat.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7526 Suter
Generika sind in der Schweiz rund doppelt so teuer wie im Ausland: Wird der Bundesrat einen neuen Anlauf nehmen, um die Kosten zu senken?

Generika sind in der Schweiz rund doppelt so teuer, Biosimilars rund ein Drittel so teuer wie im europäischen Ausland. Dies zeigt ein Preisvergleich von Interpharma und Santésuisse. Die Schweizer Bevölkerung muss für diese Medikamente viel zu viel bezahlen, was sich direkt auf die Höhe der Krankenkassenprämien auswirkt. Das Parlament hat kürzlich das Referenzpreissystem abgelehnt. Was gedenkt der Bundesrat tun, um die überhöhten Preise auf das europäische Niveau zu senken?

Antwort
Der Bundesrat ist ebenfalls der Ansicht, dass die Kosten für Generika und Biosimilars in der Schweiz zu hoch sind. Er hat deshalb am 3. Juni 2022 eine Verordnungsrevision mit verschiedenen kostendämpfenden Massnahmen für patentabgelaufene Arzneimittel in Vernehmlassung gegeben. Dazu gehören unter anderem die Definition höherer Preisabstände zum Originalpräparat für umsatzstarke Generika sowie die Förderung der Abgabe von Generika und Biosimilars anstelle teurer Originalpräparate durch die Erhöhung des Selbstbehalts von 20 auf 50%. Zudem sollen durch die Definition gleich hoher Vertriebsanteile für wirkstoffgleiche Arzneimittel Fehlanreize in der Abgabe beseitigt werden.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7527 Suter
Die Luftqualität in den Schweizer Schulen ist katastrophal. Was tut der Bundesrat?

Die Luftqualität in Schweizer Schulzimmern ist chronisch schlecht, wie div. Studien zeigen. Gute Raumluft reduziert nicht nur das Infektionsrisiko durch virushaltige Aerosole, sondern ist auch wichtig für die Konzentrationsfähigkeit und die Leistungen der Kinder und Jugendlichen. Kann der Bundesrat sich vorstellen, Vorgaben zu Luftqualität und Kontrollen zu machen und die Kantone und Gemeinden dabei zu unterstützen, die Schulen mit Lüftungsanlagen, Luftfiltern und CO2-Messgeräten auszustatten?

Antwort

Der Bund hat gestützt auf Art.29 des Chemikaliengesetzes den Auftrag, über die Innenraumluft zu informieren und kann insbesondere Empfehlungen zur Verbesserung der Qualität der Innenraumluft abgeben. Die oft schlechte Luftqualität von dicht belegten Räumen mit Fensterlüftung, wie viele Schulzimmer es sind, ist dem Bundesrat bewusst. Deshalb hat das Bundesamt für Gesundheit im März 2019 eine Sensibilisierungskampagne zur Problematik Lüftung in Schulen lanciert, und Empfehlungen sowohl für Schulen als auch für Bauherren publiziert (www.schulen-lueften.ch).
Für die Überwachung der Raumluftqualität und Anordnung von Massnahmen hat der Bund hingegen keine gesetzliche Grundlage. Die technische Ausrüstung von Gebäuden liegt in der Verantwortung der Gebäudebesitzer und -betreiber. Dementsprechend hat der Bund keine gesetzliche Grundlage, zur Finanzierung von Lüftungsanlagen, Luftfiltern und CO2-Messgeräten beizutragen.
Allerdings können CO2-Messgeräte als Erinnerungshilfe für regelmässiges Lüften dienen, weshalb für deren möglichst sinnvollen Einsatz eine Empfehlung erarbeitet werden soll.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Question 22.7528 Addor
Bientôt une gouvernance centralisée de la santé dans le monde?

La récente Assemblée mondiale de la santé a suscité des craintes qu'à la faveur d'une révision du Règlement sanitaire international, l'OMS se retrouve investie de pouvoir assimilables à une forme de gouvernance mondiale centralisée de la santé de nature à empiéter considérablement sur la souveraineté des Etats membres et sur les libertés des citoyens en cas de crise sanitaire et même en situation ordinaire. Qu'en est-il et quelle est la position du Conseil fédéral ?

Frage 22.7534 Glarner
Eingriff der WHO in die nationale Souveränität

Gemäss Bericht der WHO haben zahlreiche Staaten - darunter auch die Schweiz - einem Ansinnen zugestimmt, dass die WHO über die Souveränität der Staaten hinweg Massnahmen verfügen kann. Konkret heisst es darin, die WHO solle "ein zwischenstaatliches Verhandlungsgremium (INB) zur Ausarbeitung eines neuen internationalen Instruments zur Pandemievorsorge und -bekämpfung" installieren. Woher nimmt der Bundesrat die Kompetenz, ein solches Abkommen zu unterstützen?

Antwort

Zum jetzigen Zeitpunkt laufen die Verhandlungen im Rahmen der WHO für ein Übereinkommen, eine Vereinbarung oder ein anderes internationales Instrument zur globalen Pandemievorbereitung. Der Beschluss, ein zwischenstaatliches Verhandlungsgremium einzusetzen, wurde an der Sondersitzung der Weltgesundheitsversammlung Ende 2021 im Konsens beschlossen. Alle Mitgliedsstaaten der WHO sind Teil dieses Verhandlungsgremiums.

Die Schweiz unterstützt diesen Prozess. Die aktuelle Krise hat gezeigt, dass es für die Schweiz von Interesse ist, auf verbindliche internationale Instrumente zählen zu können. Die Schweiz wird daher auch an den laufenden Verhandlungen teilnehmen und ihre Interessen einbringen.

Sowohl die Rechtsnatur als auch der Inhalt dieses Instrumentes sind zu diesem frühen Zeitpunkt der Verhandlungen noch nicht bekannt. Erst nach Abschluss der Verhandlungen kann geklärt werden ob, ob die Schweiz dem Resultat zustimmen wird und ob die Entscheidkompetenz zur Unterstützung beim Bundesrat oder dem Parlament liegt.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7529 Addor
Don du sang: quelles mesures contre les risques liés à la contamination au Covid ou au vaccin anti-Covid?

Les risques de contamination du sang liés au Covid et au vaccin anti-Covid sont encore peu connus, mais des troubles graves (thrombose, AVC, etc.) ont déjà été documentés. Le principe de précaution justifie-il des mesures particulières (contrôle du taux de D-dimères, restrictions d'accès au don du sang pour certaines catégories de vaccinés ou autres) pour protéger les bénéficiaires des transfusions de sang?

Réponse

Rien n'indique à ce jour que le COVID-19 peut se transmettre par voie sanguine. Transfusion CRS Suisse ainsi que Swissmedic et d'autres autorités observent cependant la situation très attentivement. Les deux autorités que sont l'autorité d'autorisation des États-Unis Food and Drug Administration (FDA) et la Société canadienne du sang en particulier ont fait savoir que le risque de transmission du COVID-19 par voie transfusionnelle était minime et qu'aucun cas de ce type n'était connu.

Comme pour d'autres maladies infectieuses, Transfusion CRS Suisse, en sa qualité d'organisation nationale faîtière de tous les services de transfusion sanguine de Suisse, applique des critères spécifiques au COVID-19 pour l'admission au don de sang. Ainsi, pour les personnes ayant contracté le COVID-19, le don de sang n'est pas autorisé pendant deux semaines au moins après la disparition des éventuels symptômes.

Transfusion CRS Suisse a également mis en place des critères d'admission précis pour les donneuses et les donneurs qui viennent d'être vaccinés contre le COVID-19. Selon le vaccin administré, une personne souhaitant donner son sang ne pourra pas le faire pendant une période allant de quelques jours à quatre semaines après sa vaccination.

Par principe, seules peuvent donner leur sang les personnes en bonne santé.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7533 Roduit
Psychothérapie psychologique : les pénuries de soins vont-elles encore augmenter avec le changement de modèle?

Le changement de modèle pour la psychothérapie psychologique entrera en vigueur le 1er juillet 2022. Selon les médias, les négociations tarifaires - du moins avec Santésuisse - ont échoué.
- Le Conseil fédéral sait-il combien de psychothérapeutes concernés seront en cessation d'activité au 30.6.2022?
- Existe-t-il des possibilités pour que leurs prestations puissent continuer à être remboursées par l'assurance de base jusqu'au 31.12.2022, même en l'absence d'un tarif approuvé ?

Réponse

La nouvelle réglementation pour les psychologues psychothérapeutes, avec le remplacement du modèle de délégation actuel par le modèle de prescription, dans lequel ils peuvent exercer sous leur propre responsabilité professionnelle et sur prescription médicale, augmente la reconnaissance professionnelle de ces spécialistes. On peut supposer qu'un grand nombre de psychologues psychothérapeutes concernés soutiendront ce changement de système. Des chiffres concrets à ce sujet ne sont pas encore disponibles et devraient être disponibles à l'avenir auprès des cantons qui sont responsables de la procédure d'admission formelle. En vertu d'une disposition transitoire, les prestations de psychothérapie déléguée peuvent encore être remboursées jusqu'à fin 2022. La facturation des prestations dans le modèle de prescription, nécessite un tarif approuvé ou fixé. Si les partenaires tarifaires ne parviennent pas à s'entendre et qu'aucune convention tarifaire n'est conclue, il appartient aux gouvernements cantonaux de fixer le tarif.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7537 Flach
Abfallvermeidung durch QR-Codes und Verpackungsbeschriftung statt unnötiges Verpackungs- und Beschriftungsmaterial im Lebensmittelbereich vorschreiben

In der Lebensmittelindustrie halten mehr und mehr digitale Mittel wie QR-Codes Einzug, um unnötiges Verpackungs-bzw. Beschriftungsmaterial wie Etiketten bereits beim Design diverser Produkte zu verhindern.
Kann sich der Bundesrat vorstellen die aktuelle Regulierung in Bezug auf Verpackungen und QR-Codes anzupassen und so zur Verringerung des Abfalls bereits im Herstellungsprozess beizutragen?

Antwort
Die Verpackung eines Lebensmittels muss den Anforderungen des Lebensmittelgesetzes entsprechen. Dieses bezweckt in erster Linie den Gesundheits- und Täuschungsschutz der Konsumentinnen und Konsumenten. Daher muss eine Verpackung unter anderem so gestaltet sein, dass sie das Lebensmittel vor Verunreinigung oder Verderb schützt. Zudem muss sie die erforderlichen Kennzeichnungen enthalten, um eine korrekte Information der Käuferschaft zu gewährleisten.

Die Konsumentinnen und Konsumenten müssten auch bei der Verwendung von QR-Codes umfassend über die Pflichtangaben informiert bleiben. Diese Angaben müssen auch Konsumentinnen und Konsumenten unentgeltlich zur Verfügung stehen, die nicht über ein Mobiltelefon verfügen oder aus technischen Gründen keinen Zugang zum Internet haben.

Ob die Information mittels QR-Code hinreichend sichergestellt werden kann, ist aktuell Gegenstand einer Prüfung durch das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen und das Staatssekretariat für Wirtschaft. Dabei werden auch die Entwicklungen in der Europäischen Union (EU) verfolgt. Die EU hat diesbezüglich zum jetzigen Zeitpunkt noch keine neue Regelung festgelegt.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7541 Strupler
Speiseabfälle verfüttern statt mit Futtermittelimporten Hunger auf der Welt befeuern

Seit 2011 ist es in der Schweiz verboten Gastroabfälle den Schweinen zu verfüttern. Bis dahin wurden rund 200000 Tonnen Lebensmittel jährlich verfüttert. Sieht der Bundesrat eine Möglichkeit dieses Verbot wieder aufzuheben und damit die Futtermittelimporte gerade jetzt in einer sich abzeichnenden weltweiten Lebensmittelknappheit zu reduzieren und somit die unnötige Vernichtung wertvollen Nährstoffe zu verhindern?

Antwort

In der Europäischen Union (EU) wurde die Verfütterung von «Küchenabfällen» bereits 1989 in einer Richtlinie zur Bekämpfung der Schweinepest verboten. 2002 wurde das Verbot in einer EU-Verordnung verankert.
In der Schweiz gilt das Verbot seit dem 2011. Eine Weiterführung der Praxis in der Schweiz hätte unter anderem die Exporte von Agrargütern gefährdet.

Die Verfütterung von «Gastroabfällen» an Schweine birgt zudem eine hohe Tierseuchengefahr. So können diese Speiseresten Material von Wiederkäuern enthalten. Dieses darf im Hinblick auf eine nachhaltige Bewältigung der BSE-Krise («Rinderwahnsinn») weiterhin nicht an Schweine verfüttert werden.
Speiseresten aus Restaurants sind zudem stark mit Fremdstoffen belastet und enthalten beispielsweise Metalle, Karton und Kunststoffe. Sie eignen sich deshalb nicht für Nutztiere, von welchen Lebensmittel gewonnen werden.

Die erneute Verfütterung von Speiseresten an Schweine ist aus den genannten Gründen weder in der EU noch in der Schweiz geplant. «Gastroabfälle» sollen auch künftig in Biogasanlagen vergärt oder kompostiert und als Düngemittel verwertet werden.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7543 Lohr
Medikamentenverschwendung und Patientensicherheit?
In seiner Antwort auf meine Ip. 22.3111 ist der Bundesrat Frage 7 ausgewichen, welche Auswirkungen auf die Patientensicherheit möglich sind, wenn Swissmedic oder das BAG andere Dosierungen und Packungen von Arzneimitteln für die Aufnahme auf die Spezialitätenliste beantragen können.
Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass die Patientensicherheit dadurch gefährdet wird? Falls nicht, wie würde die Patientensicherheit gewährleistet werden?

Frage 22.7544 Lohr
Medikamentenverschwendung und haftungsrechtliche Auswirkungen?
In seiner Antwort auf meine Ip. 22.3111 ist der Bundesrat Frage 7 ausgewichen, welche Auswirkungen auf die Patientensicherheit möglich sind, wenn Swissmedic oder das BAG andere Dosierungen und Packungen von Arzneimitteln für die Aufnahme auf die Spezialitätenliste beantragen können.
Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass das Haftungsrisiko des Bundes erhöht würde? Falls nicht, wie würde es vermieden werden?

Antwort
Ein Antrag auf Aufnahme in die Spezialitätenliste (SL) durch den Bund wäre eine Abkehr von der heutigen Praxis. Der Bund müsste für nicht zugelassene Dosisstärken oder Packungsgrössen als Zulassungsinhaber auftreten und müsste infolgedessen auch die Gewährleistung der Patientensicherheit übernehmen: Er wäre unter anderem für die Durchführung klinischer Studien und Stabilitätsstudien verantwortlich, oder müsste die Wahrnehmung der Pharmakovigilanz sicherstellen. Dieses Fachwissen ist aktuell beim Bund nicht verfügbar und müsste aufgebaut werden. Das Haftungsrisiko für den Bund würde sich ebenfalls erhöhen.
Wie der Bundesrat in seiner Antwort auf die Ip. 22.3111 ausgeführt hat, sollen die haftungsrechtlichen und finanziellen Auswirkungen auf den Bund sowie allfällige Bedenken bezüglich der Patientensicherheit im Verlauf der Beratung der parlamentarischen Initiative 19.508 Crottaz vertieft analysiert werden.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7545 Lohr
KVV-Revision: Nimmt der Bund seine gesetzliche Verantwortung wahr?

Gemäss KVG muss das BAG die Medikamentenpreise festlegen, die von den Krankenkassen vergütet werden. Mit der Vernehmlassung vom 3.6.22 zur KVV/KLV-Revision will der Bundesrat für massiv mehr Fälle als heute diese Aufgabe an die Krankenkassen und Pharmaindustrie abtreten.
Warum gibt das BAG seine Verantwortung für die Preisfestsetzung ab? Was bedeutet dies für den Zugang der Patient/innen zu neuen und innovativen Medikamenten?

Antwort
Der Bundesrat sieht keineswegs vor, die Verantwortung der Preisfestsetzung abzugeben. Im Gegenteil: Die Preise werden bei der Einzelfallvergütung ausserhalb der Spezialitätenliste (SL) wie bereits heute zwischen der Zulassungsinhaberin und dem Versicherer festgelegt. Die Vernehmlassungsvorlage sieht hier keine Systemänderung vor. Die Preisfestsetzung soll jedoch gegenüber früher detaillierter geregelt werden, etwa durch fixe Preisabschläge in Abhängigkeit des Nutzens. Damit wird der Spielraum bei der Preisfestsetzung für die Zulassungsinhaberinnen und die Versicherer kleiner. Dies führt in erster Linie zu einer Verbesserung der Gleichbehandlung von Patientinnen und Patienten und dank der administrativen Entlastung zu einer Beschleunigung der Vergütung. Gleichzeitig soll dadurch aber auch der Anreiz für die Anmeldung eines Arzneimittels oder einer Indikation auf die SL erhöht werden, was zu einer schnelleren regulären Vergütung von neuen und innovativen Arzneimitteln führen soll.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7546 Lohr
Wird der Bund den raschen und gerechten Zugang für Patient/innen zu innovativen Medikamenten über den Standardprozess verbessern?

Medienberichten zufolge hat die Pharmaindustrie dem Bund einen Lösungsvorschlag präsentiert, der allen Patient/innen einen raschen und gerechten Zugang zu innovativen Medikamenten ermöglicht und gleichzeitig das Kostenrisiko für den Bund mit einer Rückzahlungspflicht der Hersteller absichert.
Ist der Bundesrat bereit, diesen Vorschlag aufzunehmen? Falls nicht, warum?

Antwort
Der Bundesrat hat Interesse an einer raschen Vergütung von Arzneimitteln. Mit der Möglichkeit zur Einzelfallvergütung besteht bereits heute eine sehr rasche Vergütungsmöglichkeit, die einen Zugang zu Arzneimitteln bereits vor der Marktzulassung ermöglicht.
Das EDI steht im stetigem Austausch mit Interpharma in Bezug auf ihren Vorschlag. In einer ersten Analyse wurden jedoch einige Problempunkte identifiziert: Würde dieser Vorschlag umgesetzt, würde die gesetzlich vorgesehene Prüfung von Wirksamkeit, Zweckmässigkeit und Wirtschaftlichkeit durch das BAG und die eidgenössische Arzneimittelkommission (EAK) vor der provisorischen Aufnahme in die Spezialitätenliste (SL) entfallen. Da die Arzneimittel auf Basis des Auslandpreisvergleichs (APV) vergütet werden sollen, müsste die obligatorische Krankenpflegeversicherung (OKP) aufgrund vertraulicher Preismodelle im Ausland massiv überhöhte Preise vergüten. Dies dürfte die Position des BAG und der EAK erheblich schwächen, weil die Zulassungsinhaberinnen kaum mehr Interesse haben dürften, diese Preise zu senken oder andere Anpassungen bei der Vergütung Ihrer Arzneimittel in Kauf zu nehmen. Zudem werden falsche Anreize geschaffen, dass die Festlegung von Preisen noch länger dauert, weil vermehrt Gerichtsverfahren angestrebt werden dürften, um die Preise hochzuhalten und möglichst wenig zurückzuerstatten. Die Einführung von Schiedsgerichten für die Beilegung von Rechtsstreitigkeiten im Rahmen eines staatlichen Preisfestsetzungsprozesses widerspricht aus Sicht des Bundesrates den gängigen Rechtsprinzipien.
Das EDI hat die genannten Punkte mit Interpharma diskutiert und wird den gemeinsamen Dialog zur Verbesserung des Vergütungsprozesses weiterführen.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7547 Locher Benguerel
Tiefe Löhne als möglicher Grund für die anhaltende Unterversorgung an psychotherapeutischen Leistungen

Die strukturelle Unterversorgung bei der psychiatrischen und psychotherapeutischen Behandlung von Kindern und Jugendlichen ist eine Tatsache, schreibt der Bundesrat in seiner Antwort auf die Frage 22.7101.
- Kann eine bessere Entschädigung die Engpässe mindern?
- Welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat, die Entschädigung bei Psychiaterinnen und Psychiatern zu erhöhen und bei psychologischen Psychotherapeutinnen und -therapeuten für betriebswirtschaftlich angemessene Tarife zu sorgen?

Antwort
Grundsätzlich sind die Kantone kompetent und verantwortlich dafür, strukturelle Versorgungsprobleme anzugehen. Leistungserbringer berücksichtigen nicht nur finanzielle Kriterien für ihren Entscheid, wo beziehungsweise in welchem Fachgebiet sie ihre Tätigkeit ausüben. Weitere Faktoren wie das soziale Umfeld und Entwicklungsmöglichkeiten in ihrem Beruf fliessen ebenfalls in ihre Entscheidung ein. Mit dem Wechsel vom Delegationsmodell zum Anordnungsmodell wird die berufliche Anerkennung in der psychologischen Psychotherapie erhöht. Dies kann sich positiv auf die Attraktivität für Leistungserbringer auswirken und zu einer besseren Versorgung führen.
Im Rahmen der Krankenversicherung gilt die Tarifautonomie. Die Entschädigungen sind in Verträgen zwischen Versicherern und Leistungserbringern zu vereinbaren. Dabei müssen sie bereits heute auf eine betriebswirtschaftliche Bemessung und sachgerechte Struktur achten. Gleichzeitig müssen die Tarifpartner dem Wirtschaftlichkeitsgebot, d.h. eine hochstehende Versorgung zu möglichst günstigen Kosten, Rechnung tragen. Die zuständige Behörde – bei nationalen Tarifverträgen ist dies der Bundesrat, sonst die Kantonsregierung – prüft, ob diese gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7551 Locher Benguerel
Unterstützung Jugendrat

Nach der Antwort des Bundesrates betreffend des neuen Bürgerrats (Dettling 22.7417), bitte ich den Bundesrat folgende Frage zu beantworten: Nächstes Jahr soll gemäss dem Geschäftsbericht der SGG (Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft) ein im Losverfahren zusammengesetzter Jugendrat lanciert werden. Dies tönt nach einem ähnlichen Projekt, wie die bereits seit 30 Jahren vom BSV unterstützte Jugendsession. Gedenkt der Bundesrat, dieses Vorhaben ebenfalls zu unterstützen?

Antwort

Der Bund verfügt mit dem Kinder- und Jugendförderungsgesetz über eine Grundlage, welche die finanzielle Unterstützung von Jugendorganisationen im ausserschulischen Bereich ermöglicht. Auch die politische Partizipation auf Bundesebene kann gestützt auf dieses Gesetz unterstützt werden. Würde ein derartiges Gesuch eingereicht, wird dieses nach den entsprechenden Kriterien gemäss Kinder- und Jugendförderungsgesetz geprüft.

Ora delle domande del 13 giugno 2022

Domanda 22.7504 Gysin Greta

Linee guida per una lingua rispettosa del genere. Sono in corso le revisioni annunciate?

Testo

Nella risposta 21.7562 sull'uso dell'asterisco nelle Leitfaden zur geschlechtergerechten Sprache (specificatamente per il tedesco), il Consiglio federale ha annunciato di voler rivedere le linee guida entro fine 2021, per includere le persone non binarie e intersessuali, rispettando la grammatica tedesca ma anche l'esigenza di non discriminare. Intanto sono stati depositati una mozione e un postulato su aspetti affini e ne sono in arrivo altri.
Cosa ne è stato della revisione?

Risposta

Il 15 giugno 2021 la Cancelleria federale ha pubblicato una direttiva e spiegazioni sull'asterisco di genere e segni grafici simili nei testi della Confederazione in lingua tedesca. La direttiva e le relative spiegazioni completano l'attuale guida al pari trattamento linguistico e a medio termine saranno integrate in questa pubblicazione.

Negli scorsi mesi le crisi legate al coronavirus e all'Ucraina hanno sollecitato in modo straordinario anche i servizi linguistici della Cancelleria federale e assorbito numerose risorse. Questo ha ritardato l'aggiornamento della guida al pari trattamento, ora previsto per fine 2022 o inizio 2023.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Dipartimento federale delle finanze DFF

Ora delle domande del 13 giugno 2022

Domanda 22.7458 Marchesi
Prezzo benzina: tutti i paesi agiscono per ridurre il costo a cittadini e PMI. E la Svizzera cosa fa?

La sottosegretaria all'economia italiana ha recentemente dichiarato: "È molto probabile che il governo intervenga ancora sulle accise." prospettando un'ulteriore riduzione del prezzo della benzina e del diesel alla pompa.

A fronte di questa ennesima offensiva dell'Italia e da quelle già attuate dai Paesi a noi vicini, il CF intende finalmente fornire una risposta concreta a cittadini e PMI come fatto dagli altri paesi?

Risposta

Der Bundesrat hat an seiner Sitzung vom 18. Mai 2022 die Ergebnisse der Analysen der eingesetzten interdepartementalen Arbeitsgruppe zur Kenntnis genommen. Die Arbeitsgruppe hat die Entwicklung der Energiepreise und die Grundlagen für mögliche Handlungsfelder des Bundes untersucht. Dabei wurden auch beschlossene und geplante Massnahmen verschiedener EU-Mitgliedstaaten verglichen. Ausserdem hat die AG die Betroffenheit von Haushalten, Branchen und Unternehmen eruiert und internationale Vergleiche vorgenommen. Die Arbeiten werden gemäss Auftrag des Bundesrats gezielt fortgeführt. Namentlich sollen anhand der ersten Auslegeordnung konkrete Handlungsmöglichkeiten näher evaluiert werden.

Die zu vertiefenden Handlungsmöglichkeiten sollen die Handlungsfelder «Kompensation einkommensschwacher Haushalte», «Anreiz- und Informationsprogramme» sowie «wettbewerbliche Massnahmen» umfassen. Der Bundesrat wird nach den Sommerferien über die neuen Ergebnisse der Arbeitsgruppe und das weitere Vorgehen im Rahmen eines Aussprachepapiers beraten.

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7460 Klopfenstein Broggini
Comment le Conseil fédéral va-t-il s'engager pour réformer l'agence Frontex impliquée dans des scandales liés à des refoulements illégaux de migrant-e-s ?

La campagne sur le financement de l'agence Frontex a mis la lumière sur de nombreux scandales. Frontex est en effet accusée d'avoir participé à des refoulements illégaux de migrant-e-s (pushbacks) aux frontières extérieures de l'espace Schengen. Le départ, dans la foulée, de son directeur Fabrice Leggeri, a été perçu comme une chance de réformer l'agence de l'intérieur par les partisan-n-es du soutien à l'agence. Comment le Conseil fédéral va-t-il dès lors s'engager pour réformer l'agence ?

Réponse

Die Schweiz ist im Verwaltungsrat von Frontex vertreten und setzt sich dort aktiv dafür ein, dass Frontex transparent und offen kommuniziert, und dass der Einhaltung des Grundrechtsschutzes bei allen Frontex-Einsätzen Rechnung getragen wird. Die Schweizer Vertretung wird im Wahlverfahren des neuen Exekutivdirektors oder der neuen Exekutivdirektorin eingebunden. Die Schweizer Expertinnen und Experten werden in der Schweiz umfassend darauf vorbereitet, wie sie in einem Frontex-Einsatz mit allfälligen Grundrechtsverletzungen oder Verletzungen der Einsatzregeln umzugehen haben. Die Schweiz unterstützt weiterhin den Grundrechtsbeauftragten von Frontex, indem sie ihm zwei Grundrechtsexpertinnen zur Verfügung stellt.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Finanzdepartement EFD

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7479 Herzog Verena
Dienstwillige, physisch und psychisch fähige Menschen mit z.B. Diabetes Typ1, die ihren Dienst am Land leisten können und wollen, von der Wehrpflichtersatzabgabe befreien anstatt zu diskriminieren

Menschen mit z. Bsp. Diabetes Typ1 müssen im Gegensatz zu Invaliden Wehrpflichtersatzabgabe bezahlen, auch wenn sie fähig und bestrebt sind ihren Dienst am Land zu leisten.
- Womit wird diese Ungerechtigkeit begründet und wie könnte diese behoben werden?
- Ist durch die Einführung der Fachstelle Diversity eine diesbezügliche (ev. gesetzliche) Änderung für dienstwillige und fähige Menschen mit z. Bsp. Diabetes Typ1 geplant?

Antwort

Seit 2013 besteht die Möglichkeit, dass nicht militärdiensttaugliche Bürger mit einer Integritätsschädigung von weniger als 40 Prozent, die aus medizinischen Gründen für militär- und schutzdienstuntauglich beurteilt wurden, ihren Dienstwillen mit einem Gesuch um Neubeurteilung bekunden können. Bei einer positiven Beurteilung durch die medizinische Spezialuntersuchungskommission können sie der Armee als Betriebssoldaten für einen besonderen Militärdienst zugewiesen werden. Wenn dies nicht möglich ist und die Gesundheit des Antragsstellers oder diejenige von Dritten gefährdet werden könnte, bleibt die Person militärdienstuntauglich und muss die Ersatzabgabe bezahlen.

Es besteht kein Anspruch auf eine Dienstleistung – sei es nun für den normalen Militärdienst oder den genannten Spezialdienst. Konsequenterweise gibt es auch keinen Anspruch darauf, dass Militärdienstuntaugliche – und davon gab es im Jahr 2021 ca. 200'000 – keine Ersatzabgabe bezahlen müssen, wenn sie sich für eine militärische Dienstleistung interessieren, jedoch nicht zugelassen werden können. Würde dem Anliegen entsprochen, so ginge die Ersatzabgabe ihres grundsätzlichen Zweckes verlustig. Dieser besteht in der Sicherstellung der rechtsgleichen Behandlung aller militärdienstpflichtigen Schweizer Bürger aufgrund von Artikel 59 Absatz 1 der Bundesverfassung. Der Bundesrat ist der Auffassung, dass mit der geltenden Ausgestaltung dieses Systems dem Rechtsgleichheitsgebot in ausreichendem Masse Rechnung getragen wird.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7508 Regazzi
Sicherung der KMU-Fähigkeit des Finanzplatzes Schweiz

Gemäss den Regeln für die Verwaltung eines L-QIF ist die Übertragung auf «de minimis-Verwalter» gemäss Art. 17 Abs. 1 FINIG nicht zulässig. Auch der Bundesrat plädierte im Rahmen der Beratung auf eine Beschränkung auf die Verwalter von Kollektivvermögen. Wo sieht der Bundesrat in Zukunft Anwendungspotenzial der Schwellenwerte, um den KMU-fähigen Finanzplatz zu stützen?

Antwort

Vermögen von kollektiven Kapitalanlagen und Vorsorgeeinrichtungen dürfen grundsätzlich nur mit der Bewilligung als «Verwalter von Kollektivvermögen» verwaltet werden. Ein «einfacher» Vermögensverwalter gemäss Art. 17 FINIG darf bis zu den Schwellenwerten im Gesetz aber ebenfalls solche Kollektivvermögen verwalten. Diese Regelung stärkt den KMU-Aspekt im Schweizer Finanzmarkt.

Beim L-QIF ist anders als bei allen anderen Fonds *keine* Bewilligung und *keine* Aufsicht der FINMA über den Fonds vorgesehen. Im Gegenzug ist unabhängig von Schwellenwerten die höhere Bewilligungskategorie als «Verwalter von Kollektivvermögen» erforderlich. Auch sind nur diese direkt von der FINMA beaufsichtigt. Die Vermögensverwalter gemäss Art. 17 FINIG haben zudem jederzeit das Recht, sich als Verwalter von Kollektivvermögen bewilligen zu lassen.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7510 Munz
Mit dem Verpflegungskonzept der Bundesverwaltung eine nachhaltige und standortangepasste Lebensmittelproduktion sowie einen nachhaltigen Konsum fördern!

Auf meine Motion 22.3188 schreibt der Bundesrat, die Bundesverwaltung prüfe aufgrund ihrer Vorbildrolle, in welchem Umfang Produkte mit Label integriert und die vegetarischen Angebote im Verpflegungskonzept der Bundesverwaltung ausgebaut werden können.

- Wie geht die Bundesverwaltung bei dieser Prüfung konkret vor, bis wann sind die Ergebnisse zu erwarten, bis wann sollen sie umgesetzt werden?
- Soll der neue Standard auch von bundesnahen Betrieben und öffentlichen Kantinen übernommen werden?

Antwort
Das Vermietungs- und Betriebskonzept für Verpflegungsräume in der Bundesverwaltung aus dem Jahre 2003, letzter Revisionsstand 2019, wird zurzeit vom Eidg. Personalamt EPA und dem Bundesamt für Bauten und Logistik BBL unter Einbezug weiterer Verwaltungseinheiten überprüft und aktualisiert. Der Abschluss der Konzeptrevision ist auf Ende 2022 geplant.

Kern des Konzepts sind die Mietkonditionen für externe Betreiber von Automatenstationen, von Cafeterias mit kalten und warmen Snacks sowie von Cafeterias mit warmer Mittagsverpflegung in den Gebäuden der Bundesverwaltung. Zudem sind Angaben zu den Preisobergrenzen betreffend Getränke und Verpflegung enthalten.

Ein besonderer Schwerpunkt bilden die Vorgaben betreffend Nachhaltigkeit des Angebots. Es soll gesund und abwechslungsreich sein und dem Schweizer Qualitätsstandards für eine gesundheitsfördernde Gemeinschaftsgastronomie entsprechen.

Produkte aus FairTrade, Bio-Anbau oder IP sind soweit wie möglich zu bevorzugen und entsprechend zu kennzeichnen. Bedrohte Tier- und Pflanzenarten dürfen nicht angeboten werden, und es dürfen keine Eier aus Käfighaltung eingesetzt werden. Es darf nur Fisch in MSC, ASC, Bio oder ähnlicher Qualität angeboten werden.

Die Betreiberfirmen müssen darauf achten, dass Speisen und Getränke im Cafeteriabereich in Mehrweggeschirr ausgegeben werden.

Die Richtlinien des Konzepts gelten für die Verwaltungseinheiten der zentralen Bundesverwaltung und der dezentralen Bundesverwaltung ohne Rechtspersönlichkeit nach Anhang 1 der Regierungs- und Verwaltungsorganisationsverordnung vom 25. November 1998 (RVOV; SR 172.010.1) ausser dem ETH-Bereich sowie für die Parlamentsdienste, die Bundesanwaltschaft, die Aufsichtsbehörde über die Bundesanwaltschaft und das Schweizerische Institut für Rechtsvergleichung.

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des finances DFF

Heure des questions du 13 juin 2022

Question 22.7514 Roduit
Ne doit-on pas agir avant un prochain tremblement de terre?

La motion 20.4329 "Création d'une assurance suisse contre les tremblements de terre au moyen d'un système d'engagements conditionnels" a été adoptée à une forte majorité respectivement par le Conseil des Etats le 10 mars 2021 et par le Conseil national le 22 septembre 2021. Où en sommes-nous précisément dans le processus de mise en œuvre de ce projet important pour rassurer la population?

Réponse

Das EFD (SIF) hat eine Arbeitsgruppe geschaffen, welche ihre Arbeiten zur Umsetzung der Motion 20.4329 Anfang 2022 aufgenommen hat. In der Arbeitsgruppe wirken unter anderem Vertreter aus verschiedenen Bundesstellen, der Kantone, der kantonalen Gebäudeversicherungen, der Privatassekuranz und der Schadenorganisation Erdbeben mit. Die Arbeitsgruppe wird voraussichtlich bis im August einen Bericht erstellen. Darin wird aufgezeigt, wie ein Modell der Eventualverpflichtung ausgestaltet werden könnte. Er soll auch eine Einschätzung darüber geben, welche rechtlichen Grundlagen geschaffen werden müssten. Basierend auf dem Bericht der Arbeitsgruppe wird der Bundesrat bis Ende Jahr das weitere Vorgehen bzw. die Eckwerte einer Vernehmlassungsvorlage bestimmen.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7520 Bircher
Fotovoltaik: Steuerbefreiung für Abnahmevergütungen!

Schon bald droht eine Stromlücke, daher ist auch die private Fotovoltaik wichtig: Ist es nicht kontraproduktiv, dass Bund und Kantone einerseits den Bau von Fotovoltaik-Anlagen mit Beiträgen fördern, anderseits aber der verkaufte Strom als Einkommen versteuert werden muss? Ist der Bundesrat bereit, eine Steuerbefreiung für Abnahmevergütungen für private Fotovoltaik-Anlagen zu prüfen, eventuell mit Festlegung einer Obergrenze?

Antwort
Abnahmevergütungen stellen Einkommen dar und sind daher einkommenssteuerpflichtig. Die Besteuerung der Abnahmevergütungen für private Photovoltaik-Anlagen ist Gegenstand der parlamentarischen Initiative Grossen 21.529. Diese fordert insbesondere eine schweizweite Harmonisierung der Besteuerung und zudem eine Bagatellgrenze, bis zu welcher die Abnahmevergütungen steuerfrei sind. Das Anliegen der Frage kann daher im Rahmen dieser parlamentarischen Initiative behandelt werden.

Der Bundesrat hat im Rahmen der Vernehmlassungsvorlage zum Energiegesetz bereits Anreize gesetzt. Insbesondere schlägt er vor, dass bei Liegenschaften im Privatvermögen unter anderem die Kosten zur Erstellung von Solaranlagen auch bei Neubauten abgezogen werden können. Die Vernehmlassungsfrist endete am 23. Mai 2022.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7530 Glättli
Windfall Profit Tax als Kriegsgewinnsteuer: Warum ist in der Schweiz unmöglich, was in anderen Ländern umgesetzt wird? Würde die Schweiz eine OECD-Steuer übernehmen?

Glencore, Vitol, Gunvor, Mercuria und andere Rohstoffhandelsfirmen machen wegen des UA-Kriegs Riesenprofite (vgl. WOZ 19.5.).
Ist die Schweiz unfähig, Umsetzungs-/Abgrenzungsprobleme einer Übergewinnsteuer zu lösen, die IT UK, GR etc. gelöst haben (vgl. 22.2353)? Würde der Bundesrat eine solche Steuer übernehmen, wenn sie von der OECD eingeführt würde?

Die Antwort auf diese Frage blieb der BR ggü. NR Pfister am 7.6. schuldig - obwohl damit das Gegenargument Standortschädigung hinfällig würde.

Antwort

Der Bundesrat hat in seinen Antworten auf die Fragen 22.7350 Giacometti und 22.7353 Pfister die Argumente aufgeführt, welche gegen die Einführung einer Sondersteuer auf «Übergewinne» oder «Zufallsgewinne» von Unternehmen sprechen. Die Schwierigkeit einer Abgrenzung dieser «Zufallsgewinne» ist dabei ein zentrales Problem. Eine klare Grenzziehung zwischen normalem Gewinn und kriegs- oder krisenbedingtem «Übergewinn» ist nicht möglich, eine pauschale Grenzziehung und branchenspezifische Anwendung steuerrechtlich problematisch.

Ob der Bundesrat eine solche Steuer übernehmen würde, wenn sie von der OECD eingeführt würde, lässt sich losgelöst von der konkreten Ausgestaltung nicht beantworten. Die Sondersteuer wäre auch dann standortschädlich, wenn sie OECD-weit eingeführt würde.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7548 Schaffner
Konventionalstrafe bei Aufträgen der öffentlichen Hand

Viele Lieferanten und Bauunternehmen haben in ihren Verträgen Konventionalstrafen zugestimmt. Durch Lieferprobleme infolge der Corona- und Ukrainekrise kommen viele Unternehmen unverschuldet in die Situation, dass sie ihre Aufträge nicht termingerecht abschliessen können.
Ist der Bundesrat bereit, bei eindeutig unverschuldeten Fällen auf die Einforderung der Konventionalstrafe zu verzichten resp. eine entsprechende Empfehlung an bundesnahe Betriebe (z.B. SBB) und Kantone abzugeben?

Antwort

Die Vereinigung der öffentlichen Bauherren KBOB hat mit Unterstützung der Interessengemeinschaft privater professioneller Bauherren IPB und zusammen mit der Beschaffungskonferenz des Bundes BKB bereits Ende März 2020 Empfehlungen an die Auftraggeberinnen abgegeben, um die Auswirkungen der Corona-Pandemie auf die schweizerische Volkswirtschaft zu mildern.

Darin rufen die Organisationen dazu auf, die Beziehungen zwischen der öffentlichen Hand und ihren Vertragspartnern in einer verantwortungsvollen, pragmatischen, verständnisvollen, flexiblen und möglichst unkomplizierten Weise fortzusetzen und den gegenseitigen Bedürfnissen mit Augenmass zu begegnen. Das auch bei Vorhaben, welche nachweislich von erheblichen Lieferverzögerungen bei der Vertragserfüllung betroffen sind.

KBOB, BKB und IPB empfehlen den öffentlichen Auftraggeberinnen unter anderem, bei Schwierigkeiten der Lieferanten bzw. Leistungserbringer Augenmass walten zu lassen und zielorientierte wie schadenmindernde Massnahmen zu ergreifen. Namentlich sollen nicht sogleich die gesetzlichen oder vertraglich vereinbarten Strafen eingefordert werden.

Im März 2022 haben KBOB, IPB und die Dachorganisation der Bauwirtschaft Bauenschweiz wegen des Krieges in der Ukraine und seiner Auswirkungen einen gemeinsamen Aufruf an ihre Mitglieder erlassen. Angesichts von Materiallieferengpässen

sowie Preisanstiegen rufen sie ihre Mitglieder auf, die Zusammenarbeit in gegenseitiger Fairness unkompliziert und mit Augenmass fortzusetzen. Die Vertragsparteien seien in dieser Situation gehalten, faire und wirtschaftliche Lösungen zu suchen.

Der Bundesrat begrüsst die abgegebenen Empfehlungen und den Aufruf. Er unterstützt die aufgezeigte Vorgehensweise und ihre Anwendung durch alle beteiligten Parteien, mithin auch die bundesnahen Betriebe und die Kantone.

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7552 Glättli
Windfall Profit Tax als Kriegsgewinnsteuer: Welche Übergewinne erwartet der Bundesrat in der Schweiz im Rohstoff- und Rüstungsbereich?

Glencore, Vitol, Gunvor, Mercuria und andere Rohstoffhandelsfirmen werden wegen des Kriegs gegen die Ukraine mutmasslich enorme Übergewinne machen (vgl. WochenZeitung 19.5.). Wie hoch sind gemäss Schätzungen des Bundesrats die Höhe der Übergewinne im Rohstoffbereich, im Rüstungsbereich und ggf. in anderen Branchen?

Antwort

Der Bundesrat verfügt über keine Schätzungen von Gewinnen einzelner Unternehmen oder Branchen. Zudem fehlen klare Kriterien zur Abgrenzung von sogenannten «Übergewinnen».

Fragestunde vom 13. Juni 2022

Frage 22.7554 Weichelt
Bussen und Vergleichszahlungen von Firmen steuerlich abziehbar?

Die NZZ teilt mit, dass Bestechungen und Marktmanipulationen zum Geschäftsmodell von Glencore gehörten und nun Milliardenbussen zu zahlen haben (vgl. 4.6.22). Sind Bussen und Vergleichszahlungen von Firmen in der Schweiz steuerlich abziehbar und wenn ja gestützt auf welche gesetzliche Grundlage?

Antwort
Gegenstand der Gewinnsteuer ist der Reingewinn. Zum steuerbaren Reingewinn zählt auch der *geschäftsmässig nicht begründete Aufwand*. Dazu gehören von inländischen Straf- oder Verwaltungsbehörden ausgesprochene Bussen sowie finanzielle Verwaltungssanktionen, soweit sie einen Strafzweck aufweisen. Gesetzliche Grundlage hierfür ist Artikel 59 Absatz 2 Buchstaben c und d des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer. Ebenfalls zum nicht geschäftsmässig begründeten Aufwand gehören im Allgemeinen Bussen sowie finanzielle Verwaltungssanktionen ohne Strafzweck, die von einer ausländischen Straf- oder Verwaltungsbehörde verhängt wurden. Gesetzliche Grundlage hierfür ist Artikel 59 Absatz 3 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer.

Zum *geschäftsmässig begründeten Aufwand* gehören hingegen gewinnabschöpfende Sanktionen, soweit diese keinen Strafzweck aufweisen. Diese Aufwendungen sind somit auch gewinnsteuerrechtlich abziehbar. Gesetzliche Grundlage hierfür ist Artikel 59 Absatz 1 Buchstabe f des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer.

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass Bussen und Vergleichszahlungen im Sinne von Verwaltungssanktionen vom Gewinn nicht abziehbar sind, sofern sie keinen gewinnabschöpfenden Charakter aufweisen.

Analoge Bestimmungen finden sich im Übrigen auch in den kantonalen Steuergesetzen.